L'invité de DP

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **33 (1996)**

Heft 1255

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'INVITÉ DE DP

Les capitaux privés sur le chemin du Sud et de l'Est

MARIO CARERA

Sous la pression des caisses vides, l'aide publique au développement (APD) des pays riches stagne. Plafonnant à 47 milliards de dollars l'an dernier, elle chute même au niveau de... 1973 en valeur réelle, par rapport au produit national brut des pays de l'OCDE. A l'inverse, les flux financiers privés (investissements directs, crédits...) du Nord vers le Sud et l'Est confirment leur nette reprise. L'an passé, ils ont atteint 167 milliards de dollars (contre seulement 61 milliards en 1991). Cette situation se confirme aussi dans les flux Suisse - Tiers-Monde où les capitaux privés sont près de trois fois plus importants que l'APD.

Après plus d'une décennie de crise financière, on peut se réjouir de cette nette augmentation des flux privés vers le Sud et l'Est. Elle témoigne d'un retour de la confiance lié à une certaine stabilité politico-économique. Les besoins financiers du développement sont tels que l'APD seule, avec ou sans crise budgétaire, ne peut pas suffire.

Un nombre limité de pays en profitent

Pourtant, cette reprise doit être relativisée pour au moins trois raisons: d'abord, elle se concentre surtout sur 12 pays d'Asie, d'Amérique latine et de l'Est européen. La Chine à elle seule se taille la part du lion, avec la moitié de ces flux privés. A l'inverse, l'Afrique se contente de la portion congrue avec seulement 5 milliards. Ensuite, la globalisation des marchés financiers rend le déplacement des capitaux encore plus rapide et plus aléatoire. La «volatilité» financière s'est clairement manifestée lors de la récente crise mexicaine, lorsque des dizaines de milliards placés à court terme ont quitté le pays. Enfin, la crise de l'endettement n'est de loin pas résolue: l'an dernier, la dette a augmenté de 8%, atteignant le chiffre vertigineux de 2 068 milliards. Les rapports dettes/exportations dépassent de loin les 100%, sauf en Asie du Sud-Est, et malgré les promesses le désendettement massif des pays les plus pauvres est toujours à l'ordre du jour.

La croissance n'égale pas le développement

Pour l'avenir, un gros problème se pose: le temps long du développement (infrastructures, PME, agro-foresterie, formation, etc.) ne correspond pas au temps court du placement soucieux de rendement rapide, voire de caractère spéculatif. La croissance des flux privés n'est donc pas garante, à elle seule, d'un développement social durable. Elle peut même être facteur d'instabilité, de polarisation économique et politique à l'intérieur d'un même pays. Deux exemples. Le Mexique encore: les investissements privés et même publics se détournent du Chiapas, la région démunie du Sud en pleine révolte, alors que les efforts de pacification, notamment de l'Eglise, parient sur l'apport de flux financiers... qui ne viennent pas. Et malgré une croissance rapide, c'est en Asie que survivent la plupart des damnés de la terre: sur les 800 millions de personnes souffrant de malnutrition, selon la FAO, 550 millions survivent en Asie.

A la recherche d'une cohérence impossible

La forte reprise des flux privés repose donc la question de la cohérence entre la politique de développement et la politique économique. Sur le plan international comme sur le plan suisse. La frontière entre la dimension «internationale» et «nationale» des politiques, chaque jour plus floue, rend encore plus impérative cette recherche de cohérence. Ou plus criante la persistance tenace d'incohérences. Songeons à l'environnement, aux migrations, à l'argent sale, aux effets de la globalisation...

La Suisse a adopté des principes de politique extérieure qui visent explicitement cette cohérence. La démarche est louable, mais au-delà de quelques mesures isolées, l'effort à accomplir ressemble à celui de Sisyphe. Quelques exemples: malgré – ou à cause? – de sa place-refuge de l'argent gris ou sale, la Suisse n'est pas très active dans la recherche internationale de l'argent de la drogue (quelque 500 milliards par an, 10 fois l'APD). La révision de la loi sur l'entraide judiciaire internationale n'a apporté que des mesures cosmétiques. La politique migratoire et d'asile reste très restrictive.

Et on attend encore une diplomatie suisse plus active au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). On le sait, avec la libéralisation du commerce, le dumping écologique et social guette pour gagner des positions sur le marché mondial. Ces dangers sont reconnus, mais les discussions piétinent à l'OMC. On prétexte le risque d'un nouveau protectionnisme ou l'opposition des gouvernants du tiers-monde pour ne rien faire. Pour éviter de prendre des mesures positives, pas un boycott, propres à favoriser un commerce équitable. Les normes internationales – au BIT, dans les conventions environnementales – existent, pas la volonté politique de les concrétiser en mesures non discriminatoires. Le débat s'enlise, malgré l'appui des ONG et syndicats, y compris au Sud. La recherche de cohérence a encore un bel avenir. ■